



**HAL**  
open science

## **Introduction. La société syrienne dans la révolution et la guerre: une approche diachronique au croisement de plusieurs territoires.**

Valentina Napolitano, Myriam Ababsa

### ► **To cite this version:**

Valentina Napolitano, Myriam Ababsa. Introduction. La société syrienne dans la révolution et la guerre: une approche diachronique au croisement de plusieurs territoires.. Presses de l'Ifpo. La société syrienne dans la révolution et la guerre: héritages et transformations, A paraître. hal-04814670

**HAL Id: hal-04814670**

**<https://hal.science/hal-04814670v1>**

Submitted on 2 Dec 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Introduction. La société syrienne dans la révolution et la guerre: une  
approche diachronique au croisement de plusieurs territoires.**  
Myriam Ababsa (Ifpo), Valentina Napolitano (IRD, LPED/AMU)

Treize ans après le début de la révolution<sup>1</sup> contre le régime de Bashar al-Asad, en mars 2011, et de la guerre déclenchée par une répression sanglante, le maintien des dirigeants ba‘thistes et des tortionnaires au pouvoir, voire leur réhabilitation sur la scène internationale, est pour de nombreux Syrien.ne.s la source d’un profond désarroi et désespoir. En 2018, la fin du conflit fut annoncée par le régime de Bashar al-Asad, qui grâce à l’intervention de l’armée russe, et au soutien financier et pétrolier de l’Iran, est parvenu à reconquérir la majorité du territoire qui était passé sous contrôle des groupes de l’opposition armée. Depuis, le régime syrien initie des campagnes qu’il désigne du terme de “réconciliation” au sein de plusieurs villes, promettant aux opposants qui rendent leurs armes d’être retirés des listes des personnes recherchées. Ces initiatives se sont transformées en autant de pièges pour les opposants emprisonnés ou contraints au déplacement (ADLEH & FAVIER 2017, SACD 2020). Depuis la défaite de l’État islamique en octobre 2017, une réhabilitation progressive du régime Asad se dessine à l’échelle régionale et internationale. Elle se produit alors que l’attention internationale est détournée vers le conflit ukrainien depuis février 2022 et la guerre à Gaza depuis octobre 2023.

Dans ce contexte de normalisation du régime, la question du retour des réfugiés est brandie comme une menace par les autorités des pays d'accueil, notamment la Turquie et le Liban qui ont accueilli à eux seuls plus de quatre millions de réfugiés syriens (UNHCR 2023). Elle est relayée par les acteurs humanitaires qui cherchent à préparer l’après conflit et des solutions de retour (UNHCR 2022). Par ailleurs, le 6 février 2023, un séisme de magnitude 7.8 sur l’échelle de Richter a frappé le nord-ouest de la Syrie et le sud-est de la Turquie. Or il s’agit des régions frontalières qui, au cours des dix dernières années, ont accueilli près de 5 millions de déplacés internes en Syrie, et deux millions de réfugiés entre Antakya, Urfa et Gaziantep

---

<sup>1</sup> Dans cet ouvrage, nous avons fait le choix d’employer le mot révolution, en arabe *thawra*, même si celui-ci ne correspond pas au concept sociologique qui prévoit le renversement d’un régime politique (EL CHAZLI 2020) ce qui pousse de chercheurs à privilégier le terme de révolte qui renvoie à un processus de changement politique encore en cours. Notre choix terminologique repose sur la volonté de garder le terme employé par les Syrien.ne.s en référence au mouvement populaire qui éclata dans le pays en 2011 et qui, même sans parvenir au renversement du pouvoir en place, rend néanmoins compte des bouleversements sociaux et politiques majeurs qu’ils ont connus depuis.

(UNHCR 2023, OCHA 2023). Des immeubles avaient été édifiés à la hâte en Turquie pour les loger et les victimes syriennes ont été nombreuses. Il est à craindre que l'assistance internationale dont la Syrie va bénéficier ne soit instrumentalisée pour stabiliser le régime syrien.

Après plus d'une décennie d'atroces violences et de crimes de guerre à l'encontre de sa population, le régime d'Asad tente désormais d'imposer son propre récit sur la guerre et sur la société. Cependant, le rétablissement d'un ordre coercitif sur une partie des territoires syriens ne signifie pas la fin des violences et des humiliations que les Syrien.ne.s subissent depuis plusieurs décennies. C'est dans ce contexte que cet ouvrage souhaite replacer la société syrienne au centre de l'attention des chercheurs et du public. Car si le mouvement révolutionnaire de 2011 a eu le mérite de rendre visible la société syrienne (MAJED 2013), le bruit des armes et la réaffirmation du régime risquent à nouveau de la museler et de l'occulter. En replaçant dans le temps long les transformations profondes que les Syrien.ne.s ont connu depuis 2011, d'un point de vue social, économique et politique, et à l'intersection entre plusieurs territoires, cet ouvrage multidisciplinaire contribue aux débats sur les mutations des sociétés en temps de guerre (MONSUTTI 2004, RICHARD 2005, DEBOS 2013, LINHARDT & AL 2013, GAYER 2018). Il constitue un apport original aux travaux existants sur la Syrie contemporaine en dépassant les paradigmes d'analyse axés soit sur le "printemps arabe" (BURGAT & PAOLI 2013) ou sur les dimensions géopolitique et humanitaire du conflit (HINNEBUSCH & SAOULI 2019, VIGNAL 2021).

Cet ouvrage est le résultat d'un colloque internationale organisé en septembre 2019, à Amman, à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo)<sup>2</sup> qui a réuni des chercheurs issus d'horizons disciplinaires différents (anthropologie, économie, géographie, histoire, sociologie et science politique). Celui-ci s'est déroulé dans un laps de temps important - huit ans - après les premières manifestations anti-régime de février/mars 2011, ce qui fournissait un recul suffisant, dans une chronologie qui avait été fortement accélérée tout au long du conflit. Pour de nombreux chercheurs qui travaillaient sur la Syrie avant 2011, ce colloque fut aussi le

---

<sup>2</sup> Le colloque intitulé "La Syrie d'aujourd'hui : reconfigurations sociales, politiques et économiques à l'intersection du territoire national et des espaces migratoires" a été organisé par Myriam Ababsa, Valentina Napolitano et Jalal Al Hussein en septembre 2019 avec le soutien du Fonds d'Alembert pour le débat d'idées et de l'ANR Shakk-Syrie : conflits, déplacements, incertitudes. Nous remercions l'ensemble des participants pour ces deux journées de riches débats : Jalal Al Hussein, Charlotte Al-Khalili, Julie Bernath, Chiara Calabrese, Joseph Daher, Kamel Doraï, Leïla Drif, Agnès Favier, Mathilde Gingembre, Patrick Haenni, Pauline Houry, Anna Poujeau, Arthur Quesnay, Rey Matthieu, Lorenzo Trombetta et Leïla Vignal. Nous adressons un remerciement tout particulier à Elizabeth Picard qui nous a guidé avec bienveillance et patience tout au long de la coordination de cet ouvrage.

moment de porter un regard nouveau sur leurs terrains d'antan et sur les trajectoires de ceux qui avaient été leurs interlocuteurs et qu'ils avaient au fil des ans observés s'enfoncer dans les gouffres du conflit, la plupart du temps impuissants. Cette réunion a aussi donné la possibilité de restituer les observations issues de nouveaux terrains et de chantiers de recherche qui depuis l'exil syrien - en Turquie, en Jordanie et en Allemagne - permettaient de rendre compte des processus de déstructuration mais aussi de reconstitution et transformation de la société syrienne à l'intersection de nouvelles réalités territoriales, sociales et politiques. Cet ouvrage est le résultat de ces échanges intellectuels, et les contributions qu'y sont rassemblées donnent un aperçu, humble et non-exhaustif, d'une société syrienne en pleine transformation, qui a appris de son expérience révolutionnaire.

## 1. Oser la révolution malgré la peur

En février 2011, dans un contexte de tumulte régional, la société syrienne brisait le mur de la peur pour crier à voix haute sa quête de dignité et de libération d'un régime autoritaire au pouvoir depuis les années 1970. Ce furent en premier lieu des enfants qui taguèrent par jeu des graffitis anti-régime sur les murs d'une école de la ville méridionale de Dar'a. Ils payèrent ce geste par l'emprisonnement et la torture. Leurs familles furent humiliées quand elles demandèrent des comptes. Il s'ensuivit une manifestation dans le marché d'al-Ḥariqa à Damas, après des violences perpétrées par un policier à l'encontre du fils d'un commerçant. L'heure de l'impunité des criminels au pouvoir et de la soumission semblait désormais révolue. Les manifestants scandaient le slogan "Le peuple syrien ne sera pas humilié (*al-sha'ab al-sūriy mā byindhall*)!". Les manifestations anti-régimes s'enclenchèrent à Damas, le 15 mars 2011, dans le marché d'al-Ḥamidiyya, suivies le lendemain par une manifestation à place Merjeh devant le ministère de l'Intérieur. Des protestations eurent lieu simultanément dans le pays à Dar'a, Homs, Banyas et Dayr al-Zur le 18 mars, qui fut baptisé le "Vendredi de la dignité". Ces mouvements prirent le régime par surprise pour leur spontanéité et leur simultanité. Très vite, ce sont des revendications de changement politique et de chute du régime qui furent déclamées dans les espaces publics, et elles demeurent les mots d'ordre de mobilisation de la population<sup>3</sup>. Aux annonces d'augmentation des salaires et de réformes sociales prononcées par la porte-parole

---

<sup>3</sup> Pour une chronologie détaillée de ces événements voir "La chronologie de la révolution et de la guerre syrienne" créée par l'initiative "Mémoire créative" coordonnée par Sanaa Yazigi. Voir la page web : <https://creativememory.org/fr/chronology-of-the-revolution-and-the-syrian-war/>

du gouvernement syrien, Boutheina Sha‘bān, les manifestants répondirent “le peuple syrien n’a pas faim (*al-sha‘b al-sūriy mū jaw‘ān*)” !

### ***Les ressorts d’une guerre interne***

Dès les premières semaines du printemps 2011, l’emploi d’une violence disproportionnée, par armes à feu et chars, l’emprisonnement massif et le siège d’aires entièrement peuplées de civils, jusqu’à leur bombardement par des barils explosifs, a été la principale stratégie employée par le régime pour décimer le mouvement pacifiste. Des milliers d’activistes ont été emprisonnés, torturés et tués. Les militants ont été contraints par la violence, en réaction à la torture de leurs proches, à se militariser. Ce choix s’est accompagné de débats internes pour savoir quels leaders choisir, quelle stratégie adopter. Les militants ont réagi de manière différente à la torture et à la violence selon leur âge et leur expérience du régime. Les jeunes générations ont plus été tentées par une prise des armes, alors que les réseaux d’influence des pays du Golfe étaient actifs pour les armer (PICARD 2018, TROMBETTA 2018, FOURN 2018B ; RUIZ DE ELVIRA 2019). Ils ont été rejoints par des militaires qui ont fait le choix de la défection (PIERRET 2012, NAPOLITANO 2021). Une guerre interne s’est installée, pour s’internationaliser sous le poids de l’intervention d’une pluralité d’acteurs étrangers, en particulier l’Iran, la Russie et la Turquie (BURGAT & PAOLI 2013, MAJED 2013, SHAMI & YASSIN-KASSAB 2016, PIERRET 2017). Les termes de guerre interne ou simplement de guerre, nous semblent plus appropriés que celui de “guerre civile” employé dans le langage médiatique et repris par une partie de la recherche académique (BACZKO & AL. 2016). En effet, comme le souligne Franck Mermier, le terme de “guerre civile” « tend à opposer deux camps et à les mettre sur le même plan, occultant la responsabilité du régime dans l’engrenage du conflit » (MERMIER 2018 : 8).

Devant les mouvements d’union non sectaire des manifestants, qui scandaient “Un, un, un, le peuple syrien est un (*wāḥid, wāḥid, wāḥid! al-sha‘b al-sūriy wāḥid!*)”, le régime a vite compris qu’il lui fallait jouer des divisions communautaires pour fragmenter la société et venir à enrayer un processus démocratique naissant (BURGAT 2013). Dans la continuité d’une stratégie ancienne, s’appuyant sur le confessionnalisme comme instrument de gestion clientélaire du pouvoir (TROMBETTA 2019), Bashar al-Asad a misé sur les peurs des minorités (cf. AL HAJ SALEH dans ce chapitre) et s’est posé en protecteur des Chrétiens devant un ennemi non seulement jihadiste, mais simplement sunnite. Les Alaouites ont été mobilisés contre cette

menace rendue réelle par des *shabīha*<sup>4</sup> qui éructaient des mots d'ordre anti-chrétien et anti-alaouite en provocation (BURGAT, PAOLI 2013). Enfin, le pouvoir a laissé aux Druzes le privilège de rester neutres, et de ne pas s'engager dans la révolution, jusqu'au moment où il lui a paru bon de rappeler qu'ils avaient besoin de lui, après les enlèvements collectifs perpétrés par l'État islamique (cf POUJEAU dans cet ouvrage). En mars 2013, le régime a concédé aux Kurdes un début d'autonomie dans la gestion du Nord-Est syrien, afin de les retirer du mouvement révolutionnaire, tout en recentrant les forces de répression vers les villes centrales (QUESNAY, ROUSSEL 2013). Le Parti d'union démocratique (PYD), branche syrienne du Parti des travailleurs kurdes (PKK), a veillé à dissoudre les comités locaux arabes-kurdes qui avaient été créés dès 2011 (FAVIER 2016). Cette organisation, qui noua avec le régime syrien une relation à la fois de coopération opportuniste et de conflictualité sporadique, s'est ensuite trouvée dès 2014 en premières lignes devant les combattants jihadistes venus d'Irak et de l'étranger. Par ailleurs, le régime a tôt employé des milices chiites venues d'Iran, du Liban, d'Irak et d'Afghanistan honnies par la population pour la barbarie de leurs actes. Elles sont présentes au sud de Damas, à Alep et le long de l'Euphrate sur la rive sud où elles ont changé la composition démographique de quartiers entiers.

Le régime Asad a délibérément tenté de casser les résistances en affamant la population par la destruction des silos à blé et des boulangeries. Des champs de céréales ont été mis à feu à l'est d'Alep et dans la Jazira (ENG MARTINEZ 2014). Le prix du pain est devenu un outil pour le régime pour attirer à lui, par de fortes subventions, des populations appauvries et dont les logements avaient été détruits (ABABSA 2018). De nombreux sièges ont eu lieu à travers le pays, que ce soit dans la ville de Dar'a et dans le quartier de Bab al-ʿAmr à Homs au tout début du soulèvement en 2011, celui de Darayya dans la banlieue sud de Damas qui a duré entre 2012 et 2016, du camp palestinien de Yarmuk entre 2013 et 2014, de la Ghuta orientale en 2014, de Zabādani et Madāya dans le nord de Damas entre 2015 et 2017, de Raqqa et Dayr al-Zur sous l'État islamique en 2017 et d'Idlib depuis 2017. Encore en 2024, Idlib est assiégée par les forces du régime. Des profiteurs de guerre et le marché noir des produits alimentaires se sont ajoutés pour renchérir et contraindre d'avantage l'approvisionnement des villes.

Outre la pratique d'une violence massive dans les espaces publics, c'est dans les souterrains des prisons, que le régime a cherché à briser les individus et les familles. En pratiquant la torture et le viol carcéral, les tortionnaires du régime cherchent à détruire les ressorts profonds des familles et des cohésions sociales. *Le Livre noir des Asad (1970-2021)*

---

<sup>4</sup> Des hommes de main du régime recrutés parmi les voyous et payés pour semer la terreur au quotidien et lors des manifestations.

(COQUIO & AL. 2022) montre avec des détails horribles comment des assassins et des délinquants de droit commun s'en sont pris aux opposants et aux civils dans les prisons et espaces carcéraux, tant hommes, que femmes et enfants. Comment certains prisonniers ont été contraints par leurs tortionnaires de violenter leurs codétenus pour survivre. La mémoire de ces déviances immondes sera difficile à effacer dans le travail de réparation des individus et des familles dans leur dignité.

### ***Le lourd bilan humain de la guerre***

Les Syrien.ne.s ont payé un bien trop lourd tribut pour avoir osé défier le régime Asad pour réclamer liberté et dignité. Des milliers sont morts, blessés, humiliés sans avoir pu renverser un régime tortionnaire soutenu par la Russie et l'Iran. La révolution et la guerre ont provoqué des ruptures majeures dans leurs vies à une échelle collective, mais aussi familiale et individuelle avec l'expérience du deuil, de la souffrance psychologique et physique, de la torture dans les prisons, de la faim, de l'impuissance devant les injustices, et du silence auto-imposé pour préserver l'honneur.

Le bilan humain de ces années est en effet effrayant. On compte plus d'un demi-million de morts et de blessés<sup>5</sup>, et plus de 150 000 prisonniers ou disparus<sup>6</sup>. La moitié de la population, soit treize millions de personnes, a été contrainte à l'exil ou à des déplacements internes<sup>7</sup>. Parmi eux, cinq millions ont été chassés de leur quartier ou de leur village, et n'ont pas eu d'autre choix que de quitter leur pays, et de s'adapter comme réfugiés à d'autres environnements sociaux et territoriaux, parfois chez des proches, mais souvent seuls, avec la seule charité locale comme soutien. Afin d'échapper aux bombardements, de protéger leurs familles et les adolescents susceptibles d'être conscrits, ils ont trouvé refuge en Turquie (en provenance d'Alep, Idlib, Raqqa, al-Ḥasaka, Dayr al-Zur en majorité), au Liban (d'Alep et Damas), en Jordanie (de tout le pays) et en moindre mesure en Irak (des Kurdes en majorité de la province orientale de la Jazira) et en Egypte. Ils ont été souvent accueillis "comme des frères". Ce terme, avec celui d'invités, a été privilégié par les autorités hôtes et les donateurs du Golfe en 2011-2012 afin de rappeler le caractère temporaire de leur présence (ABABSA 2015). Mais dès 2013-2014, et face à leur permanence dans ces pays, les réfugiés font face à la xénophobie et aux

---

<sup>5</sup> Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, les victimes du conflit en 2021 sont près de 606 000. <https://www.syriahr.com/en/217360/>

<sup>6</sup> Données publiées en 2022 par l'organisation The Syrian Network for human rights. Voir la page web: <https://snhr.org/blog/2021/08/14/record-of-arbitrary-arrests1/>

<sup>7</sup> En 2023 on compte près de 5,2 millions de réfugiés dans les pays voisins et 7,2 millions de déplacés internes. Données issues de l'UNHCR ; respectivement la page web de la Syrian Refugee Regional Response : <https://data.unhcr.org/en/situations/syria> et la page web sur la Syrie : <https://data.unhcr.org/en/country/syr>

restrictions croissantes de leurs libertés de travailler et de circuler. L'incertitude permanente d'un retour forcé entrave toute possibilité de se projeter dans le futur. Les jeunes Syriens en exil ne peuvent rentrer de crainte de la conscription de la part du régime, mais aussi de la part des autorités kurdes dans le nord-est du territoire (cf. ABABSA dans cet ouvrage). En août 2017, lors de la réouverture de la Foire internationale de Damas, le président Bashar al-Asad a prononcé un discours glaçant devant le corps des diplomates étrangers, selon lequel la Syrie avait perdu le meilleur de sa jeunesse et de ses infrastructures, mais qu'elle avait gagné en retour "une société plus saine et plus homogène, fondement de la cohésion nationale"<sup>8</sup>. Ces propos ont largement été commentés pour leur cynisme et leur volonté de rééquilibrage confessionnel et politique, les réfugiés étant en majorité sunnites (HEYDEMANN 2018, AL-HAJ SALEH 2019).

### *Une économie nationale dévastée, des villes détruites*

L'économie nationale sort dévastée de ces années de conflit (YAZIGI 2017, VIGNAL 2018). Le territoire national est fragmenté et se trouve sous l'influence d'une pluralité d'acteurs locaux et internationaux. Les Forces syriennes démocratiques et le PYD contrôlent les gouvernorats de la Jazira syrienne depuis octobre 2017, mais pas la zone frontalière avec la Turquie qui occupe une bande de 120 km de long sur 30 de profondeur en territoire syrien ; la région d'Idlib où des milliers de jihadistes se sont repliés avec l'accord international, est laissée en autogestion, par stratégie du régime. La situation humanitaire y est dramatique et les Nations-Unies négocient régulièrement des corridors d'aide (OCHA 2022). Le reste du territoire demeure sous contrôle du régime avec l'aide de l'armée russe et des milices iraniennes.

Tous les secteurs de l'économie ont été affectés par la guerre : industrie en partie détruite ou délocalisée ; agriculture réduite par la destruction des silos, des canaux d'irrigation et les incendies ; services mis à mal par l'exode des classes moyennes, et par l'inflation. Le régime a en revanche veillé à préserver son parc industriel stratégique (raffineries, centrales électriques et barrages hydroélectriques). Plus de la moitié de la population s'est paupérisée, les taux de chômage et de sous-emploi sont considérables, ce qui pousse les jeunes diplômés à émigrer. Les conditions de vie actuelles à l'intérieur de la Syrie sont inhumaines pour une majorité de la population qui est confrontée quotidiennement au manque d'électricité, d'eau, de pain et au retour du choléra. Les trois quarts de la population ont besoin d'aide humanitaire et la moitié des enfants a été soumise à la violence directe (OCHA 2022). Sous embargo international,

---

<sup>8</sup> Agence de presse SANA, 20 août 2017, "President al-Assad: Everything related to the destiny and future of Syria is a 100% Syrian issue, unity of Syrian territory is self-evident and not up for debate", <https://sana.sy/en/?p=112238>



l'économie syrienne est moribonde et la fourniture de blé russe et de pétrole iranien ne suffit pas à la maintenir. La livre syrienne est dévaluée, et la population est captive de stratégies de survie au quotidien qui les écrasent, sous un régime dont les structures de contrôle policier se sont renforcées.

Les grands industriels syriens qui avaient des succursales en Turquie, en Égypte, en Jordanie et dans le Kurdistan irakien, y ont transporté leurs principales machines dès le début du conflit. Les petits et moyens entrepreneurs indépendants quant à eux sont soumis depuis 2016 à une lourde politique fiscale de la part du régime, à la dévaluation de la livre, à la crise du système bancaire libanais et à l'obligation de passer par les banques étatiques pour les opérations de change (HATATET 2021). Des impôts sont appliqués de manière rétroactive sur les entreprises qui parviennent à fonctionner, après des visites d'inspecteur des finances qui confisquent les ordinateurs et les factures. Les industriels récalcitrants subissent des enlèvements de membres de leur famille et doivent s'acquitter de rançons. En revanche, les industriels qui soutiennent le régime sont épargnés de ces mesures de rétorsion, mais ils sont confrontés au prix élevé des matières premières et des monopoles d'État. De nombreux entrepreneurs syriens se replient vers l'Égypte depuis la Syrie et même la Turquie, car la main-d'œuvre y est moins chère (HATATET 2021).

Mise à part la ville de Damas, touchée seulement dans sa banlieue, et des villes de Lattaquié et Tartous sur le littoral, région alaouite d'origine de la famille Asad, toutes les villes syriennes ont été partiellement détruites : Alep dans ses quartiers est, Homs, Hamā, Idlib et Raqqa quasi entièrement (REACH 2019). La destruction des registres de propriété a été utilisée comme une arme à Homs, Zabādani, Daraya, Al-Qusayr, mais aussi à Manbij par les Forces syriennes démocratiques. Les actes de propriété de la ville de Homs (troisième ville du pays) ont été volontairement détruits en 2013 (ABOU ZAINEDIN & FAKHANI 2020). Aussi les conseils locaux ont-ils créé des bureaux pour reconstituer les titres de propriété, soutenus par des avocats syriens à Idlib notamment. Mais le décret 11 de 2016 a établi que les titres de propriété établis hors du système cadastral étatique étaient dénués de valeur juridique (VIGNAL 2021 : 227). Les violations des droits de propriété sont patentes et compliquent le retour des réfugiés dans leur maison, et leurs villes et villages d'origine. En avril 2018, le régime se présentant comme victorieux, a promulgué la loi d'urbanisme n° 10 qui permet aux municipalités de confisquer les terrains des réfugiés. Ces derniers n'ont eu que trois semaines pour fournir des titres de propriété, tâche doublement irréalisable : d'une part car ils étaient recherchés pour certains et

d'autre part moins de la moitié du foncier urbain est informel en Syrie<sup>9</sup> (CLERC 2014 ; ABABSA, DUPRET, DENIS 2012). Cette loi a abouti à la spoliation des biens des réfugiés (BENVENISTI 2002).

La reconstruction sert au régime de prétexte pour exproprier les résidents des quartiers où l'opposition s'est structurée. Elle lui permet de détruire des zones d'habitat informel bastions des "rebelles", au profit de grands projets immobiliers<sup>10</sup>. Le régime a délibérément bombardé les quartiers historiques centraux de Homs afin d'élargir l'artère conduisant au projet immobilier Homs Dreams. Ce projet permet à des investisseurs proches du pouvoir de construire des immeubles de luxe en autant d'opérations lucratives sur des terrains bradés. Enfin, des appartements des zones reconquises de la banlieue de Damas sont attribués dès 2014 à des familles alaouites, et à des Kurdes à Raqqa en 2018.

### ***Les acquis de la révolution : le dépassement de la peur, l'engagement citoyen et l'expérience démocratique des comités locaux***

Malgré la destruction, les atteintes dans la chair et la pérennisation de la violence au quotidien, ces années ont aussi porté d'immenses espoirs et des changements sociaux profonds. Ceux-ci restent des acquis indéniables qui marqueront à long terme la société syrienne. Cela a été d'abord une expérience de la liberté d'expression par la démultiplication des formes de prise de parole publique lors des manifestations du vendredi ou des enterrements des martyrs ; mais aussi par le biais des réseaux sociaux, des blogs, de journaux, d'ouvrages littéraires (YAZBEK 2012), et de témoignages (AL-DIK 2016, AL HAJ SALEH 2012, YAZBEK 2019) ou encore d'expressions artistiques plastiques, graffitis, vidéos et chansons (BOËX 2013 ; DUBOIS 2018 ; BADER EDDIN 2018, cf. YAZIGI dans cet ouvrage). Celles-ci ont redonné une voix à une société syrienne longtemps réduite au silence et invisibilisée par le joug autoritaire (MAJED 2013), l'emprisonnement et la torture de tous les opposants. L'établissement par le régime de plusieurs services d'agents de sécurité (*mukhābarāt*) en concurrence, faisait régner la peur et a forcé les citoyens à l'autocensure pendant un demi-siècle. Ce qui a surpris le régime en 2011, c'est que les gens n'ont plus eu peur. Même les femmes et les jeunes filles sont sorties manifester (SHAMI & YASSIN-KASSAB 2016, KODMANI 2017, ALABDEH & DAHER, 2023). En Jordanie des réfugiés du camp de Za'atarī témoignent en 2014 du fait qu'en dépit de leur misère, au moins leurs

---

<sup>9</sup> Selon une étude réalisée en 2016 auprès des réfugiés syriens en Jordanie, les deux tiers avaient une preuve de propriété, tandis qu'au Liban, les deux tiers n'avaient pas emporté de preuve de propriété de leurs biens fonciers (YASSIN 2019).

<sup>10</sup> Le décret 66 de 2012 permet de déplacer les habitants d'un quartier informel pour réaliser un projet immobilier.

enfants n'ont plus à grandir en intériorisant la peur du régime ni à apprendre des chants d'allégeance à la famille Asad<sup>11</sup>.

Ces années de révolution et de guerre ont été le théâtre d'expérimentation de formes de participation et d'organisation citoyenne inédites, incarnées par les dizaines de comités de coordination locaux (*lijān al-tansīq al-maḥaliyya*) apparus dans les zones libérées du régime (REY 2013, FILIU 2013, FAVIER 2016). Ces instances d'auto-gestion, dont les principes avaient été esquissés par l'activiste Omar 'Aziz mort en détention en 2013 (AL SHAMI 2013), se sont organisées dans les régions libérées du contrôle gouvernemental de manière spontanée, sans hiérarchie rigide, en mettant en place différents bureaux par secteur (opération militaire et défense, action humanitaire, service d'information, justice) (BACZKO ET AL 2013, MATARMAWI 2017, cf. Sottimano dans cet ouvrage). Dans un contexte d'arrestation et de rafles des militants, les comités locaux de coordination de la mobilisation n'étaient pas structurés selon un organigramme pyramidal, avec un chef et des exécutants, mais ils regroupaient des hommes et des femmes qui suivaient des lignes d'action selon leurs compétences. Certes, le rôle des notables et d'anciens administrateurs dans la structuration de ces comités locaux n'était pas négligeable. Ils furent dans certains cas réintégrés dans les conseils afin de rendre la gouvernance viable (cf. SOTTIMANO dans cet ouvrage). Ces expériences ont néanmoins voulu dépasser les divisions sociales et confessionnelles entretenues par le régime, pour amorcer un nouveau projet sociétal auquel les femmes contribuent largement et ce malgré la persistance de multiples résistances (ALABDEH & DAHER, 2023). Les comités locaux ont été novateurs pour de nombreux citoyens, leur donnant l'expérience réelle d'une démocratie au quotidien, sans appareil de surveillance ni hiérarchie stricte. L'expérience de ces comités locaux pourra former le terreau d'une Syrie nouvelle dans un après-Asad encore à construire.

La majorité des Syriens qui n'a pas pris les armes et qui n'a pas rejoint les comités de coordination locaux s'est engagée néanmoins dans les nombreuses formes de résistance civile qui ont vu le jour sur l'ensemble du territoire syrien, parfois dans des aires assiégées et affamées, ou même en exil. Ainsi des écoles alternatives et des hôpitaux ont-ils été ouverts dans des sous-sols, des potagers collectifs ont été gérés par les riverains, des collectes et des distributions d'aides réalisées par les habitants (NAPOLITANO 2015, COQUIO & AL. 2022). La société et les femmes en particulier étaient habituées à collecter la *zakāt* dans les quartiers pour les mosquées, à s'organiser dans des associations caritatives, ou encore à participer à des tontines pour financer les études de leurs enfants (ABABSA 2009). Autre forme de combat

---

<sup>11</sup> Entretien réalisé par M. Ababsa en 2014, à Za'atārī, dans le cadre d'une recherche portant sur les donateurs du Golfe et les ONG internationales (ABABSA 2014).

largement utilisée par les civils, la production de vidéos avec leur téléphone portable, et de photographies, prises souvent au péril de leur vie pour combattre autant que témoigner (BOËX 2013, BOËX & DEVICTOR 2021).

Ces initiatives prouvent l'effervescence et l'inventivité de la société civile, auparavant entravée et déstructurée par la répression du régime (RUIZ 2010, 2019, FOURN 2018B, cf. BERNATH dans cet ouvrage). Elles montrent aussi que, même si le régime des Assad est toujours au pouvoir, la société syrienne ne sera plus jamais comme avant car elle est forte de son expérience, de la légitimité de ses martyrs et, surtout, car elle s'est affranchie de la peur qui la tenait résignée à son sort (cf. YAZIGI dans cet ouvrage). La violence d'État a été tellement disproportionnée et les tortures systématiques, que la parole s'est libérée à tous les niveaux, tant de la part des élites et des cheikhs tribaux, que des employés, des ouvriers, et des femmes. Les manifestations anti-régime qui se déroulent en 2019 et 2022-2024 dans un contexte de profond désespoir au sein de la ville de Suwayda' pour protester contre la cherté du coût de la vie, le manque d'électricité et de fuel, sont la preuve de ce changement qui a atteint l'ensemble de la société syrienne (EZZI 2020).

Les contributions rassemblées dans cet ouvrage donnent à voir l'ampleur de ces changements sociaux, politiques et intimes. Elles le font au regard de l'histoire de la Syrie d'avant-guerre. Cette approche par le temps long est rendue possible grâce à la connaissance antérieure que les auteurs ont de la Syrie, pour y avoir vécu ou mené des recherches bien avant 2011. L'articulation de différentes temporalités que les contributeurs de cet ouvrage adoptent, va de pair avec la mise en lien de plusieurs espaces géographiques à l'intersection desquels la société syrienne se recompose. Cela tant au niveau des circulations mais aussi des (im)mobilités des individus et des familles, ainsi que celles des acteurs politiques, humanitaires, économiques, armés ou encore des mobilisations telles celles pour la justice (cf. Bernath dans cet ouvrage).

## **2. Réhumaniser et re-socialiser les savoirs produits sur le conflit syrien par le temps long et la mise en relation de plusieurs territoires**

### ***Dépasser les lectures essentialistes du conflit***

Par l'ampleur des bouleversements socio-politiques qu'elles provoquent, révolutions et guerres semblent rendre inopérantes les clefs d'intelligibilité qui permettaient jusque-là de comprendre les contextes sociaux et les territoires où ces événements se déroulent (BOZARSLAN 2015). Ce brouillage des repères et la perte de sens face aux violences sont amplifiés par le surinvestissement médiatique et expert de ces terrains conflictuels, selon des temporalités

extrêmement courtes rarement propices à des analyses contextualisées sociologiquement et historiquement. La démarche de sciences sociales dans laquelle cet ouvrage s'inscrit vise à produire du sens dans ces contextes de rupture, souvent qualifiés par les médias de "complexes" et pour cela interprétés à l'aide de grilles de lectures essentialistes et binaires (régime d'Asad *versus* menace jihadiste ; alaouites *versus* sunnites) (TROMBETTA 2019). Notre projet nécessite de s'attarder sur les acteurs et les dynamiques à l'œuvre dans des contextes de guerre en retraçant leurs ancrages et trajectoires antérieurs. Il consiste à ré-humaniser le conflit, car les hommes et les femmes sont vite effacés par des analyses qui portent sur les acteurs et les enjeux géopolitiques. Il vise aussi à re-socialiser les connaissances sur la société syrienne, dont les individus et les trajectoires sociales sont souvent négligés dans les travaux d'acteurs humanitaires ou d'analystes stratégiques. Cet ouvrage souhaite au contraire replacer les Syriens dans leur diversité au cœur d'une compréhension de leur pays dans la révolution et la guerre.

Nous nous situons dans le prolongement de nombreux travaux qui ont renouvelé les études sur la guerre en déplaçant la focale des acteurs étatiques et armés vers l'analyse des transformations micro-sociologiques (GAYER 2018). Ces travaux montrent que la guerre n'efface pas les dynamiques sociales qui précèdent son déclenchement, mais qu'elle engendre des ruptures biographiques, individuelles et collectives, ainsi que l'apparition de nouvelles contraintes et ressources qui peuvent altérer les processus de mobilité et les liens sociaux d'avant-guerre (VLASSENROOT & RAEYMAEKERS 2004). Dans notre ouvrage, la révolution et la guerre sont étudiées comme autant de moments de déchirure mais aussi de recompositions sociales, politiques et intimes. Leur étude ne peut pas faire abstraction d'une prise en compte des rapports de domination de classes, d'âge et de sexe, mais aussi des appartenances collectives plurielles, des réseaux migratoires et commerciaux préexistants. Nous envisageons tant les ruptures biographiques, familiales et collectives, que les continuités qui existent entre les dynamiques sociales du temps de paix et celui de guerre (MONSUTTI 2004, RICHARDS 2004, DEBOS 2013, LINHARDT & AL 2013, GAYER 2018, TROMBETTA 2019). Cela ne revient en aucun cas à soutenir une normalisation et une banalisation de la violence qui serait considérée comme ordinaire (GAYER 2018).

Les apports d'une telle approche théorique sont multiples. Tout d'abord il s'agit de donner de la profondeur historique à des dynamiques sociales, politiques et économiques que l'exceptionnalité du conflit nous induit à considérer comme nouvelles, mais qui pourtant ont une généalogie précise. Pour comprendre le façonnement du mouvement contestataire par exemple il nous semble indispensable de nous pencher sur la manière dont celui-ci se nourrit, hérite ou rompt avec des répertoires d'action, des mots d'ordre et des représentations liées à

d'autres contestations telles celles de la fin des années 1970 - début des années 1980, ou encore des années 2000-2005<sup>12</sup>. Cette approche par le temps long permet aussi de déconstruire les "profils pré-conditionnés" des *success stories* ou de la victimisation proposée par les acteurs humanitaires et experts, afin de réintroduire le social (TROMBETTA 2019, p. XXIX). Ainsi, les expertises qui portent sur les femmes syriennes réfugiées en Jordanie oscillent-elles entre d'une part l'éloge de leur *empowerment* grâce aux programmes humanitaires qui leurs sont destinés, et d'autre part une vision victimaire qui, en combinant plusieurs variables, les estime comme étant les plus "vulnérables" (cf. Napolitano dans cet ouvrage). Ces rapports, dont l'objectif est d'informer les politiques publiques et humanitaires, ne rendent pas suffisamment compte des différences entre niveaux d'éducation, milieux sociaux et régionaux d'origine, et pourvoient donc des solutions qui sont souvent déconnectées des perceptions et des représentations des personnes concernées.

### ***Des territoires multiples***

L'articulation de différentes temporalités va de pair avec la mise en relation de plusieurs espaces géographiques. Ceux de l'intérieur de la Syrie, qui au cours des différentes phases de la guerre s'est fragmentée en territoires plus ou moins autonomes aux frontières marquées par des checkpoints et des péages, entre les villes et à l'échelle des quartiers des villes en guerre (VIGNAL 2021, cf. DRIF dans cet ouvrage). Mais aussi les espaces des pays voisins ou plus éloignés, comme l'Allemagne, qui ont accueilli les réfugiés. La situation syrienne est en effet paradoxale, car on a assisté d'une part à la démultiplication des frontières internes et externes, qui deviennent infranchissables et divisent des familles entières. Les civils ont eu à surmonter de grandes difficultés pour circuler, travailler, récupérer leur salaire de fonctionnaire et même seulement s'approvisionner dans un contexte de pénuries. Les proches n'ont souvent pas pu porter secours ou enterrer les morts, car les circulations étaient entravées par des barrages, ou parce que des quartiers entiers étaient assiégés. Mais d'autre part, on observe aussi des processus de création et de réactivation de circulations antérieures au début du conflit. Cet ouvrage s'inscrit donc dans le prolongement des travaux qui ont montré l'existence de circulations migratoires (de travail, marchandes et familiales) entre la Syrie et les pays voisins (DORAÏ & LAGARDE 2017, ZUNTZ 2021). Depuis 2011, les réseaux familiaux et professionnels

---

<sup>12</sup> Une réflexion sur la réactivation des mémoires et des récits des protestations anciennes depuis 2011, était entamée dans le cadre d'un colloque intitulé "L'histoire et la mémoire à l'épreuve de la révolte et de la guerre en Syrie", organisé à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) à Beirut en janvier 2021 par l'ANR Shakk-Syrie: conflits, déplacements, incertitudes, porté par Anna Poujeau. Voir la page web: <https://shakk.hypotheses.org>

établis de longue date ont été réactivées dans l'organisation de l'aide et de l'accueil aux réfugiés, dans la production de nouvelles formes de solidarité et d'interactions sociales (FIDDIAN-QASMIYE 2015, CARPI 2020, Napolitano à paraître) mais aussi des pratiques familiales (ZUNTZ 2021, cf. Drif et Napolitano dans cet ouvrage). Dans la ville industrielle de Saḥab, au sud-est d'Amman, des ingénieurs alépins qui venaient trois mois par an aider à régler les machines de confection textile, se sont installés à demeure et ils ont recruté des réfugiés syriens, redynamisant la production textile locale<sup>13</sup>. Tout au long de la guerre, des métayers et des paysans qui le pouvaient sont retournés ensemercer leurs champs en Jazira. En 2017 et 2018, les Syriens réfugiés en Turquie, et qui n'étaient pas recherchés par le régime, ont pu retourner pendant deux mois rendre visite à leurs familles à l'occasion des fêtes de l'Aïd. En 2013 et 2014, des donateurs du Golfe, du Qatar en particulier, sont parvenus à traverser la frontière depuis la Jordanie pour apporter de l'aide humanitaire, en parallèle de leur soutien militaire et financier (ABABSA 2014).

L'articulation entre ces différents espaces est indispensable pour comprendre les recompositions politiques liées au déplacement des activistes, les reconversions militantes qui s'opèrent dans d'autres domaines (politique, journalisme, humanitaire), mais aussi les transmissions de savoir-faire et les formes d'actions collectives qui prennent forme dans les pays d'accueil des réfugiés (FOURN 2017, 2018B, PICARD 2018, RUIZ DE ELVIRA 2019). Elle est aussi nécessaire pour une compréhension des dynamiques qui se structurent autour de la Coalition nationale des forces de l'opposition syrienne formée en 2012 et du Gouvernement intérimaire syrien basé en Turquie depuis 2013, et de la manière dont ces instances interviennent et s'articulent aux acteurs locaux (FAVIER 2016, cf. SOTTIMANO dans cet ouvrage). De tels objectifs nécessitent une réflexion sur les défis méthodologiques et déontologiques de la recherche sur la société syrienne.

### ***Les défis éthiques, méthodologiques et déontologiques***

Comment et pourquoi faire des sciences sociales dans une Syrie en guerre ? Depuis 2011 de multiples questions éthiques, méthodologiques et déontologiques se posent à tout chercheur qui travaille ou souhaite travailler sur ce pays. Tout d'abord, la question de l'accès au terrain. Tout au long de l'année 2011, les chercheurs étrangers qui résidaient en Syrie ont pu observer les mobilisations au plus près, aux côtés des intellectuels et chercheurs syriens. Il est important de rappeler que les chercheurs syriens ne bénéficient pas de structures de recherche

---

<sup>13</sup> Enquête de terrain de mars 2015 réalisée par Kamel Dorai et Myriam Ababsa à Saḥab, dans le cadre du programme Lajeh. Présentée en séminaire à l'Ifpo Amman en mai 2017.

qui leur permettent de travailler librement sur leur propre pays. Les chercheurs en sciences sociales syriens doivent s'inscrire dans des universités étrangères pour pouvoir étudier leur pays, car le régime veille à ce que les sujets des doctorants portent sur des pays étrangers (AL DASSOUKY, PIERRET 2021). Mais dès 2012, la militarisation du conflit a contraint les chercheurs, tant étrangers que syriens, à quitter le pays. Depuis, la Syrie est devenue très dangereuse, mais surtout la plupart des chercheurs ne souhaitent pas y retourner afin de ne pas cautionner un régime criminel. Seulement un nombre limité de chercheurs étrangers a fait le choix de se rendre depuis la Turquie et le nord de l'Irak vers Alep et une partie des territoires libérés de la présence du régime dans la région de la Jazira. Mais ce choix pose de nombreuses interrogations éthiques, relatives notamment à la mise en danger des interlocuteurs et des accompagnateurs sur place. Il interroge aussi sur des pratiques de recherche qui s'apparentent de plus en plus à celles du journalisme de guerre, ou de l'expertise pour des agences internationales, menées via des missions rapides, souvent sur des terrains définis non en raison de leur pertinence heuristique, mais de leur accessibilité.

Face à l'impossibilité d'accéder au terrain en Syrie, en particulier pour les chercheuses étrangères, plus repérables dans l'espace public que les hommes, les contributeurs de l'ouvrage ont adopté une série de pratiques de recherche alternatives, certes imparfaites, pour pallier cet écueil. Les chercheurs ont tout d'abord gardé des liens et des contacts téléphoniques avec des personnes de confiance, souvent connues avant la guerre, donc socialement situées, et qui pouvaient témoigner de la situation de l'intérieur, tout en faisant le lien avec de nouveaux interlocuteurs. Cela était possible en fonction des régions et au fur et à mesure de l'avancement des violences et des destructions, qui ont forcé ces mêmes personnes au déplacement.

Alors que toutes les fenêtres sur la Syrie de l'intérieur se refermaient, de nouvelles sources d'informations ont émergé via les réseaux sociaux et les journaux on line . Il s'agit des milliers d'images et de vidéos qui ont donné accès en temps réel aux événements depuis le début de la révolution et de la guerre (BOËX & DEVICTOR 2021, cf. YAZIGI dans cet ouvrage). Des multiples journaux syriens indépendants comme *al-Jumhuriya*, *Ennab Baladi* ou *Raqqa est égorgée en silence (al-Raqqa tudhbaḥ bi-l-šamt)*, qui publient des articles de fonds en arabe et en anglais, à l'initiative de journalistes courageux depuis la Syrie ou en exil, sont devenus des sources d'information précieuses<sup>14</sup>. Ces dernières peuvent être intégrées au travail de documentation après une triangulation prudente avec d'autres sources.

---

<sup>14</sup> <https://aljumhuriya.net/en/>; <https://www.enabbaladi.net/>; <https://english.enabbaladi.net/>; <https://www.raqqa-sl.com>.



L'impossibilité d'accéder à la Syrie de l'intérieur fut aussi l'occasion de découvrir de nouvelles manières de faire de la recherche, plus collaboratives et équitables, entre des chercheurs hors et à l'intérieur de la Syrie. Le programme "Wartime and Post-Conflict in Syria project", coordonné par Agnès Favier à l'Institut Universitaire Européen de Florence, est pionnier en la matière<sup>15</sup>. Il a produit des connaissances précieuses sur la Syrie de l'intérieur en mobilisant des chercheurs et des journalistes syriens en dialogue avec des chercheurs européens. D'autres programmes de soutien de chercheurs dans des contextes de risques ont aussi été mis en place, favorisant la production scientifique à l'intérieur de la Syrie, notamment dans les régions du nord sous contrôle de la Turquie, où l'ONG CARA (Council for at Risk Academics) soutient des chercheurs syriens<sup>16</sup>.

Il est aussi possible de travailler sur la société syrienne à partir de ses millions de membres en exil en Turquie, au Liban, en Jordanie, mais aussi en Allemagne, en France et dans toute l'Europe (FOURN 2018c, cf. Bernath dans cet ouvrage). Du fait du prolongement de la présence des Syriens dans les pays d'accueil, ces territoires plus facilement accessibles sont non seulement des terrains par défaut de la Syrie, mais ils forment désormais des parties intégrantes de la société syrienne en recomposition. Cela autant par le biais des nouvelles pratiques sociales et économiques (circulations des personnes et des biens) qui articulent ces territoires, mais aussi par les processus de socialisation à long terme que connaissent dans ces pays les Syriens et notamment les jeunes générations. Cette démultiplication des terrains de la Syrie "de l'extérieur" implique aussi, non sans difficultés, une prise en compte d'une multiplicité de contextes politiques, juridiques, sociaux et linguistiques (arabe, turc et kurde) différents. Mais l'intégration des terrains de l'exil dans la recherche permet aux chercheurs de pratiquer à nouveau des immersions longues propres aux travaux des sciences sociales et qui étaient entravées par la chronologie effrénée de la guerre (BOISSIERE 2015, HOFFMAN 2003).

Notre démarche questionne aussi la déontologie d'une recherche sur des pays en guerre, souvent considérés comme des "laboratoires" pour produire des nouvelles théories des sciences sociales, sans souci des bénéfices que cette production scientifique devrait prioritairement avoir vis-à-vis des sociétés de ces mêmes pays (ABDELNOUR & ABU MOGHLI 2021). Se pencher sur la société syrienne d'aujourd'hui constitue pour nous un devoir citoyen, afin de produire un contre-récit qui dépasse l'opposition simpliste entre Daesh et Assad, ainsi que le souligne Sana Yazigi dans cet ouvrage. Cela non seulement car nous avons eu la chance de connaître ce pays avant sa destruction, de nous y être formé.e.s intellectuellement et humainement, mais aussi et

---

<sup>15</sup> <https://middleeastdirections.eu/wpcs-project/>

<sup>16</sup> Voir la page web du programme pour la Syrie : <https://www.cara.ngo/what-we-do/cara-syria-programme/>

surtout car “la Syrie nous concerne tous”, pour reprendre les propos de Lorenzo TROMBETTA (2019, p. XIII). L’écrasement des forces révolutionnaires pacifiques avec l’aide des puissances internationales a rappelé à de nombreux observateurs la guerre civile espagnole ; et la décision de ne pas intervenir militairement contre Asad après son usage d’armes chimiques en août 2013, la lâcheté de nos démocraties. Comme nous y invite Catherine Coquio, nous devons lutter contre l’indifférence et le renoncement qui ont gagné les opinions publiques occidentales devant l’intensité de la barbarie et la radicalisation des belligérants, en rendant compte du courage des Syrien.ne.s dans leur quête de dignité et de justice (COQUIO & AL. 2022).

La traduction en arabe de la recherche en sciences sociales est dans le cas syrien une priorité éthique. Ainsi que le dialogue avec des acteurs académiques et de la société civile qui préparent les futures générations de chercheurs syriens. Mais aussi avec des juristes et des avocats engagés dans la préparation de la justice transitionnelle, particulièrement délicate dans le contexte de maintien du président et de ses soutiens au pouvoir (cf BERNATH dans cet ouvrage). Dans tous les cas, la question de la bonne méthodologie de recherche à adopter pour pouvoir rendre compte des transformations de la Syrie en guerre demeure encore largement ouverte. Les auteurs ici réunis témoignent de la fertilité d’une approche combinant de sources multiples : observations, entretiens individuels et collectifs, consultation de journaux, blogs et vidéos, et des protocoles éthiques visant à préserver l’anonymat et la sécurité des interlocuteurs.

### **3. Transformations sociales, économiques et politiques**

Cet ouvrage s’articule autour de trois axes thématiques majeurs qui abordent les transformations sociales au prisme des migrations et du genre ; des dynamiques économiques, de subsistance et de gouvernance en ville et dans les espaces ruraux ; ainsi que des recompositions des appartenances et mobilisations politiques.

#### ***Migrations, mutations sociales et de genre***

Les contextes révolutionnaires et de guerre peuvent s’avérer des moments drastiques de redéfinition des frontières et des mobilités sociales. Ces processus demeurent néanmoins fragiles et surdéterminés par des situations politiques et juridiques volatiles. On observe des déclassements extrêmes, comme ceux que connaissent en Syrie une partie des anciens militaires fonctionnaires qui ne trouvent pas leur place au sein des mouvements de l’opposition armée et qui s’exilent (NAPOLITANO 2021). Mais on observe aussi l’ouverture de nouvelles fenêtres d’opportunité qui permettent de renégocier des rôles sociaux, de genre et génération. La

participation aux protestations et instances de la société civile a créé des sociabilités et solidarités inédites favorisant dans certains cas l'acquisition de nouvelles compétences et capitaux sociaux (BACZKO & AL. 2017, FOURN 2018b). Au-delà des mobilités sociales, ce sont un ensemble de nouvelles pratiques sociales et familiales qui apparaissent notamment à l'issue des migrations (NAPOLITANO 2023). A l'intérieur de la Syrie comme dans les pays voisins, les déplacements forcés ont mis en relation des populations issues de régions et milieux sociaux différents, provoquant des nouvelles unions matrimoniales parmi les Syriens en Jordanie par exemple (ZBEYDI 2020). Par ailleurs, la dispersion des réseaux de parenté et de voisinage, qui jouaient un rôle de surveillance et de maintien de l'ordre social, offre aux femmes des marges de liberté inédites favorisant l'acquisition de nouvelles responsabilités comme le montre Charlotte al-Khalili dans cet ouvrage. En retraçant la trajectoire de plusieurs femmes issues des classes moyennes citadines qui ont participé à différents degrés au mouvement révolutionnaire pour ensuite se réfugier à Gaziantep en Turquie, l'auteure montre que leur conception des relations sociales, familiales et de genre ont changé. Dans une perspective intersectionnelle, elle fait l'hypothèse d'une continuité entre le politique et l'intime, selon laquelle le renversement d'un régime oppressif et injuste est pour ces femmes partie intégrante d'un processus de renversement d'autres formes de subordination et d'oppression à l'échelle familiale. Une perspective qui selon l'auteure rend plus acceptable la défaite du mouvement révolutionnaire, incapable d'atteindre ses objectifs, mais qui a néanmoins réussi à produire des transformations durables dans la vie sociale, dans les perceptions de soi, les aspirations et les capacités d'action des femmes.

Mais ces mutations des rôles de genre demeurent hétérogènes en fonction des milieux sociaux d'origine et du contexte d'accueil des réfugiés. Parmi les familles issues des campagnes de Dar'a, Damas et Homs et réfugiées en Jordanie, Valentina Napolitano montre comment la politique d'accueil jordanienne a en effet créé une disparité dans l'accès au travail et à la circulation sur le territoire en fonction du genre. Ciblées comme étant plus "vulnérables", les femmes ont un accès privilégié aux aides et aux opportunités de travail mises à leur disposition par les acteurs humanitaires, notamment dans le camp de Za'atarī . Elles acquièrent ainsi un rôle indispensable à la subsistance familiale. Les hommes, quant à eux, rencontrent plus de difficulté à trouver un emploi en raison du traitement sécuritaire dont ils font l'objet par les autorités locales et les acteurs humanitaires, mais aussi en raison des séquelles physiques liées au conflit. Les changements de rôles qui s'opèrent en ce contexte, sont toutefois vécus dans la souffrance et comme étant la preuve d'un déclassé social, tant pour les hommes que pour les femmes, notamment parmi ces populations issues de milieux ruraux et pour lesquelles les

rôles de genre étaient strictement codifiés et axés sur la capacité des hommes à pourvoir aux besoins de la famille. L'accès des femmes syriennes au travail ne s'accompagne pas d'un bouleversement des représentations et des inégalités de genre préexistantes. Ainsi, les tâches domestiques continuent de leur incomber. Par ailleurs, les femmes participent à la mise en place de mécanismes de protection dans une volonté de préserver l'auto-estime des hommes ainsi que l'unité familiale, cela dans un contexte de forte incertitude, où la famille constitue le seul rempart sûr.

Les effets des contraintes juridiques et sécuritaires sur les trajectoires migratoires et les reconfigurations de genre sont au cœur de la contribution de Leïla Drif. L'auteur étudie la manière dont les Syrien.ne.s font face au flou juridique et au manque de reconnaissance légale de leur statut de réfugiés au Liban. La fermeture des frontières en 2014 et l'introduction d'un système de parrainage (*kafāla*) en 2015, représente pour Leïla Drif un moment de césure, à partir duquel la présence syrienne, pourtant remontant aux migrations de travail antérieures au conflit, devient précaire et soumise à un système arbitraire de renouvellement des permis de séjour. Elle retrace le *continuum* des trajectoires migratoires à l'intérieur de la Syrie et vers le Liban, en faisant le lien entre l'entrave des mobilités internes, imposée par la fragmentation territoriale liée à la guerre, et l'illégalisation que les Syriens subissent au Liban. Elle souligne en particulier les effets genrés de ces mesures, montrant que les temporalités et les statuts migratoires sont différents entre les hommes et les femmes. Ainsi, contrairement aux visions propagées par les acteurs humanitaires, les hommes font face à un haut degré d'insécurité qui les oblige à recourir à des formes d'invisibilisation sur le territoire libanais. L'auteure souligne qu'au sein d'une même famille différents statuts juridiques peuvent coexister, déterminant de manière coercitive les rôles que chaque membre peut assumer au sein de l'économie familiale.

Si la famille constitue une échelle d'analyse particulièrement heuristique afin de saisir les transformations sociales, économiques et de genre, l'échelle d'analyse des parcours individuels et de leurs articulations au collectif s'avère aussi pertinente. La contribution de Sanaa Yazigi part de l'expérience intime de ces bouleversements collectifs dont elle documente et archive l'expression artistique, qui a accompagné la révolution. Son projet "Mémoire créative de la révolution syrienne" collecte des œuvres (graffitis et tags politiques, peintures, vidéos, etc.) par lesquelles les citoyens et les artistes ont exprimé leur voix au sein de chaque ville et village de Syrie et à travers internet depuis 2011. Son but est de préserver et de transmettre la parole des Syrien.ne.s occultée dans un discours médiatique binaire qui réduit le conflit à une lutte entre régime et jihadistes. Elle souligne les enjeux politiques de la documentation et de l'archivage d'œuvres rendues éphémères par la destruction des murs et l'effacement des

contenus sur la toile. Sa démarche qui vise à donner du sens à une situation de violence extrême, est aussi un acte politique dans un contexte où produire des preuves, des récits et des archives est devenu un véritable enjeu de pouvoir, disputé par les différents belligérants.

### *Dynamiques économiques, subsistance et gouvernance*

La deuxième partie envisage les ressorts économiques de la guerre et de la reconstruction, en analysant les stratégies économiques du régime afin d'assurer sa survie ; ainsi que les dynamiques de subsistance et de gouvernance qui ont émergé au quotidien tant dans les zones contrôlées par le régime, que dans celles assiégées ou tenues par les forces syriennes démocratiques à majorité kurde (BOISSIERE & RUIZ 2018, VIGNAL 2018). Les contributions mettent l'accent sur les bombardements ciblés de quartiers pour libérer des terrains à bâtir pour des projets néolibéraux, ainsi que sur les changements structurels liés à la spoliation des droits de propriété par la loi des biens des absents et la confiscation des appartements. Une mesure qui empêche les six millions de réfugiés de récupérer leurs biens immobiliers (SAID & YAZIGI 2018). En effet, la recentralisation du pouvoir syrien se fait par tout un arsenal législatif destiné à confisquer des terrains, chasser des populations au nom d'une « reconstruction » qui récompense les soutiens au régime et exproprie les opposants.

Joseph Daher montre que la politique économique du gouvernement syrien durant la guerre lui a permis de consolider son pouvoir et ses réseaux clientélistes, sans marquer de grande rupture idéologique par rapport à la période de paix. La guerre a approfondi les politiques néolibérales, tout en renforçant les aspects autoritaires et patrimoniaux du régime. La nouvelle stratégie économique du régime, annoncée en février 2016, est celle du « Partenariat National » qui encourage les partenariats public-privés non seulement pour investir dans de nouvelles infrastructures sur des terrains publics, mais également pour gérer les actifs publics (usines et réseaux, dont électriques), à l'exception du pétrole. La reconstruction favorise de nouvelles formes d'accumulation de capitaux dans les secteurs des services, du commerce et de l'immobilier. Mais cette gestion rentière des ressources naturelles et des équipements, avec monopoles d'exploitation du pétrole, conduit à l'affaiblissement du secteur productif.

C'est dans ce contexte que Myriam Ababsa présente les enjeux de la gouvernance et de la reconstruction de la ville de Raqqa qui a été détruite à 80% au cours de la bataille contre l'État islamique au cours de l'été 2017. Seul le tiers des anciens habitants est retourné habiter dans les décombres. La majorité des habitants vient des campagnes de Raqqa, de Dayr al-Zur, Ḥamā. Cette population est plus encline à accepter l'administration kurdo-arabe installée par les Forces syriennes libres avec le soutien du PYD et de l'armée américaine. Les réseaux

d'irrigation sont progressivement réhabilités avec l'assistance internationale. Les habitants s'accommodent du nouveau pouvoir qui pourtant applique les mêmes procédures de confiscation des biens des soutiens de l'État islamique que le régime. Ainsi des arrêtés municipaux émis par le Conseil civil de Raqqa ont permis la confiscation d'appartements en 2018. La société civile est encadrée et les journalistes critiques arrêtés. Mais la ville demeure très dangereuse, en particulier la nuit quand les cellules de l'État islamique la sillonnent. La population fait preuve d'une résignation pragmatique devant le conseil civil de Raqqa, car en tout cas il vaut mieux que le retour du régime.

En réduisant la focale pour saisir les pratiques économiques des réfugiés syriens et leur insertion dans les territoires d'accueil, Mathilde Gingembre se penche sur une catégorie de la population peu connue, à savoir les bergers syriens venus se réfugier en Jordanie, sans leurs troupeaux. Ces réfugiés pastoraux utilisent des réseaux de solidarité tribale vieux d'un siècle qui leur permettent d'intégrer le marché du travail soit comme bergers pour de grands propriétaires jordaniens, soit en reconstituant un petit troupeau de 25 têtes en Jordanie. L'autrice étudie en particulier des bergers issus de la tribu Bani Khais d'Alep, à Subha (gouvernorat de Mafraq) et à Tunayb, au sud d'Amman, originaires des Moualī (Ḥamā). En Jordanie, les anciens contrats liant de grands propriétaires de troupeaux à des bergers moyennant des avantages en nature en plus d'un salaire, ont été progressivement remplacés par de simples relations salariales dans les années 1990-2000. Mais à l'arrivée des bergers syriens réfugiés, des relations plus complexes sont apparues dans l'élevage. Les bergers syriens sont considérés comme étant plus qualifiés que les Jordaniens qui exercent souvent un deuxième métier. Ils sont capables d'apporter des soins aux brebis pour mettre bas et de transformer les produits laitiers. L'auteure montre qu'une « économie morale » de la subsistance pousse les pasteurs syriens à nouer des liens avec des propriétaires jordaniens pour assurer leur protection et celle de leurs troupeaux, qui sont l'objet de convoitises. En revanche, la générosité intra tribale que les bergers connaissent en Syrie a bien moins cours en Jordanie au sein de communautés appauvries qui tentent de survivre. Les bergers doivent négocier avec des « jabbān », intermédiaires dans la commercialisation du lait, les prêts d'argent nécessaire à l'achat du fourrage pour leurs troupeaux.

Cette partie se conclut avec le témoignage de l'intellectuel Salam Kawakibi qui revient sur son parcours au sein de la ville d'Alep, grand centre culturel et marchand du pays. L'auteur rappelle l'arrivée du parti Ba' th au pouvoir en 1963. Alep fut alors placée sous le joug autoritaire par le remplacement des grandes familles de notables au sein des instances du pouvoir par des personnalités issues d'autres localités. Les opposants connurent une répression accrue entre

1979 et 1980 qui marque la mémoire de la ville et de l'auteur. Au cours des années 2000, les élites économiques de la ville ont bénéficié de la politique de libéralisation adoptée par Bashar al-Asad. Les échanges commerciaux avec la Turquie augmentèrent alors, ce qui peut expliquer la faible mobilisation de la ville au début de la révolution. Alep entre dans la révolution à l'initiative des étudiants de l'Université et de populations rurales des quartiers est. La militarisation de la mobilisation fut suivie par des années de siège et de bombardements qui ont détruit la vieille ville et les quartiers est.

### ***Recompositions politiques, appartenances et mobilisations***

La troisième partie de ce livre porte sur les transformations du politique saisies, non pas à partir de la perspective du régime et des instances de pouvoir ou encore des acteurs armés et de la "communauté internationale", mais plutôt à partir des expériences locales. L'analyse dans le temps long permet de montrer tant des permanences d'identités régionales fortes inter-communautaires, mais aussi des fractures géographiques et sociales dont la genèse remonte à la période ottomane. Elle éclaire l'ancrage ancien de pratiques clientélistes et autoritaires à l'œuvre depuis l'arrivée au pouvoir du parti Ba'ath. Mais elle montre aussi la volonté de changement qui se matérialise dans des nouvelles formes d'organisation, de mobilisation et de réflexion sur le lien citoyen dans la Syrie de demain.

Dans sa contribution, Matthieu Rey retrace les dynamiques de formation étatique depuis la fin de l'Empire ottoman en montrant comment les résistances à ce processus persistent et sont réactivées, voire renforcées, par le régime Asad et par la répression violente du mouvement révolutionnaire depuis 2011. Grâce au concept de "terroir" emprunté à Achille Mbembe (2000), et entendu comme un lieu physique et un cadre d'identification, l'auteur retrace un panorama des différents territoires physiques et symboliques. Il reconstruit la généalogie de ces fractures dans leurs dimensions géographique, sociale, économique et politique tout en récusant une clef de lecture confessionnelle. Dans le contexte de la révolution, les stratégies de gestion microsociale de la répression, adoptées par Bashar al-Asad s'inscrivent dans la continuité des pratiques de son père, fondées sur l'ingérence, la cooptation et le contrôle des familles, et la mise en compétition des groupes les uns contre les autres. Il souligne que le morcellement des axes routiers par des postes de contrôle contribue à consolider la fragmentation du pays, dont chaque localité a suivi des trajectoires différentes dans la révolution et la guerre. Ces fractures sont renforcées aussi par l'intervention d'acteurs internationaux, tant bien militaires que humanitaires à leurs propres fins.

A cette perspective sur la pérennisation de certaines fractures géographiques, sociales et politiques, Aurora Sottimano ajoute une analyse autour du maintien et de la reproduction d'un ordre politique autoritaire jusqu'au sein même des instances de l'opposition. Sa réflexion porte sur l'expérience de gouvernance inédite que représentent les conseils locaux dans les régions passées sous contrôle de la Coalition Nationale des Forces d'Opposition et du Gouvernement intérimaire syrien (GIS) basé en Turquie. L'auteure montre que des conseils locaux existaient depuis l'arrivée au pouvoir du parti Ba'ath et qu'ils ont connu de multiples réformes. Ils se fondent sur des dynamiques de cooptation et de contrôle social profondément enracinées et qui ont influencé par la suite les priorités et les modes d'action adoptés par les conseils locaux de l'opposition. Si elles associent des activistes locaux issus de la révolution, ces instances continuent à être dominées par des familles influentes et des tribus favorisant une collusion d'intérêts avec les profiteurs de guerre et le régime. De son côté le GIS, a tout d'abord poursuivi une politique ayant pour objectif l'effondrement du régime, sans démanteler les structures étatiques. Une approche qui, au lieu de favoriser la mise en place d'une gouvernance locale, a plutôt cherché à intégrer ces instances dans une structure hiérarchique sous son contrôle. Tout cela dans un contexte de forte dépendance à l'égard d'acteurs externes, de persistance de pratiques népotistes et de la corruption.

En adoptant une échelle d'analyse microsociologique du fait politique, Anna Poujeau aborde les reconfigurations des allégeances et les contestations qui traversent la minorité druze. Elle le fait au regard des enlèvements collectifs de membres de minorités perpétrés par différentes factions combattantes, comme rançons pour la levée de sièges ou la libération par le régime de prisonniers. Ces événements sont de rares moments lors desquels les belligérants acceptent de négocier. L'étude de ces enlèvements permet de révéler les dynamiques interconfessionnelles en sortant de la seule analyse des discours, pour se concentrer sur les interactions sociales mobilisées. L'auteure prend l'exemple de l'enlèvement collectif de femmes et d'enfants druzes par l'État islamique en juillet 2018, et des négociations qui ont suivi pour les libérer. Elle montre que lors de ces mises en drame des identités individuelles, familiales, locales, régionales et religieuses, les allégeances au pouvoir et aux chefs religieux se recomposent, et de nouveaux ajustements politiques et intercommunautaires se produisent. Anna Poujeau montre en outre qu'au cours de la guerre, les Syriens se sont ressaisis de leur histoire sociale, sortant de la « quasi-aphasie » dans laquelle la répression politique les avait conduits.



La réactivation ou bien la recomposition des appartenances territoriales, politiques, sociales et confessionnelles, va de pair avec une réflexion intense qui traverse et mobilise les Syrien.ne.s autour de la question de la justice comme préalable indispensable à tout projet de société futur. Cette question est abordée par Julie Bernath qui étudie les mobilisations pour la justice transitionnelle entamées par des avocats et des militants dans les pays voisins et en Europe. Elle souligne l'évolution des modes d'action face au manque de transition politique et les impacts des différents contextes d'accueil. L'auteur soutient que même si la justice transitionnelle a bien fourni des ressources importantes pour la mobilisation des Syriens en exil, cela a changé au fil du temps, car les voies établies pour la justice pénale internationale sont apparues hors de portée. La mobilisation est plus difficile au sein de la « diaspora proche » (Liban par exemple), qu'au sein de la « diaspora lointaine » en Europe (notamment en Allemagne). Elle a été d'abord caractérisée par une forte concentration sur la documentation, principalement des crimes de l'EI, négligeant les violations commises par d'autres acteurs basés en Syrie et des acteurs externes. Des avocats, des ONG et des militants syriens ont commencé à explorer le principe de compétence universelle et des voies alternatives pour la justice et la réconciliation (EL BUNNI 2020). Ils ont utilisé des « espaces inventés » pour la justice, des espaces médiatisés par des acteurs de la société civile qui sont plus ouverts et délibératifs que la salle d'audience. Ces espaces sont façonnés par des organisations transnationales dirigées par des survivants telles que Families for Freedom, l'association des familles Caesar, la coalition des familles de personnes kidnappées par l'État islamique.

L'étude de ces mobilisations citoyennes permet de comprendre les principes et visions autour desquels les Syrien.ne.s cherchent à cimenter un nouveau lien social qui selon l'écrivain et opposant Yassin Al Haj Saleh doit être fondé sur l'égalité entre citoyens et l'affirmation de ses droits et devoirs démocratiques, et non plus sur une division confessionnelle de la société. Cela implique de renverser l'ordre politique actuel, sans contrôle par les minorités, ni menace des groupes jihadistes. Cela signifie également déconstruire la vision occidentale de minorités menacées qu'il faudrait à tout prix protéger. Al Haj Saleh redéfinit ce que doit être la majorité qui aura le pouvoir : non pas la majorité numérique des Sunnites, qui est d'ailleurs très divisée et qui pourrait être manipulée par les islamistes, mais un groupe majoritaire inter-communautaire dont le point d'accord serait de se débarrasser des tortionnaires du régime et des seuls Alaouites impliqués dans des crimes, et non sur la base de leur confession. Il s'agirait donc de procéder à des procès de criminels. Devant des Kurdes qui jouent la carte de la minorité à protéger, Al Haj Saleh avance l'idée de quotas. La question des classes sociales traverse son

écrit, celles du peuple appauvri contre les nouveaux bénéficiaires des systèmes de guerre, tant les groupes déplacés dont l'allégeance est gagnée par l'installation dans des appartements confisqués, que de membres la classe affairiste qui s'est enrichie par les trafics cautionnés par le régime. Il évoque la tentation qu'a représenté un temps l'État islamique pour certains jeunes, devant les comportements corrompus de membres des milices locales animés par une quête de pouvoir et de profit, et utilisant l'armement fourni par les États du Golfe pour piller les populations civiles. Selon Al Haj Saleh, la guerre a rendu visibles des coalitions régionales que le discours dominant essayait de cacher ou qui étaient lues à travers de seules lunettes communautaires. Au contraire, ce qui a émergé au cours de la révolution sont des solidarités de luttes qui ont inclus par exemple à Homs les plus défavorisés, tant bien alaouites que sunnites et chrétiens.

Ce sont ces formes de solidarité et citoyenneté qui ouvrent une brèche d'espoir dans ce pays en décombres, et auquel les Syrien.ne.s pourront s'appuyer à long terme afin de le reconstruire. Les contributions réunies dans cet ouvrage sont un témoignage précieux de l'héritage à la fois meurtrier mais aussi pionnier de cette décennie de révolution et de guerre, qui a transformé la société syrienne tout en lui donnant des cadres d'autogestion dans les conseils locaux et d'expression digne.

## **Bibliographie**

ABABSA, Myriam. 2018. « Syria's Food Security : From Self-Sufficiency to Hunger as a Weapon », in Matar, L, Kadri A., *Syria : From National Independance to Proxy War*, Palgrave.

ABABSA, Myriam. 2016. « De la crise humanitaire à la crise sécuritaire. Les dispositifs de contrôle des réfugiés syriens en Jordanie (2011-2015) », in REMI (*Revue Européenne des Migrations Internationales*), 31: 3-4, p. 73-101.

ABABSA, Myriam. 2014. « Gulf donors and NGOs' assistance to Syrian refugees in Jordan. », Report prepared for UNHCR Jordan Office, online: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/GULFreportdesign14.pdf>

ABABSA, Myriam, DENIS, Eric, DUPRET Baudouin. 2012. *Popular Housing and Urban Land Tenure in the Middle East. Case Studies from Egypt, Syria, Jordan, Lebanon, and Turkey*. Cairo: The American University in Cairo Press.

ABABSA, Myriam. 2009. *Raqqa : territoires et pratiques sociales d'une ville syrienne*. Beirut: Ifpo, on line : <http://ifpo.revues.org/1021>

ABDELNOUR, Samer & ABU MOGHLI, Mai. 2021. "Researching violent contexts: A call for political reflexivity", *Organization*, 0:0, p.1-24.

ABOU ZAINEDIN, Sawsan & FAKHANI, Hani. 2020. "Syria's Reconstruction Between Discriminatory Implementation and Circumscribed Resistance", in Yahya M., *Contentious Politics in the Syrian Conflict: Opposition, Representation and Resistance*. Beirut: Carnegie Middle East Center.

ADLEH Fadi & FAVIER, Agnès. 2017. "Local reconciliation agreements' in Syria : a non-starter for peacebuilding", *Middle East Directions* (MED), 1, on line : <http://hdl.handle.net/1814/46864>

ALABDEH Maria, DAHER, Joseph. 2023. " L'engagement des Syriennes à l'épreuve : rapports sociaux de sexe et formes multiples de répression dans le processus révolutionnaire", dans Abir Krefa, Sarah Barrière (dir) *Le genre en révolution*. Paris: PUF. .

AL DASSOUKY, Ayman & PIERRET, Thomas. 2021. "Étudier le politique en Syrie, de la "mise à jour autoritaire" à la guerre", dans Frangville Vanessa et al. (dir.) *La Liberté académique. Enjeux et menaces*, Éditions de l'Université de Bruxelles.

AL-DIK, Majd. 2016. *A l'est de Damas, au bout du monde. Témoignage d'un révolutionnaire syrien*. Paris: Don Quichotte.

AL HAJ SALEH, Yassin. 2012. *Récits d'une Syrie oubliée. Sortir la mémoire des prisons*, Paris: Les prairies ordinaires.

AL-SHAMI, Leila. 2013. "The life and work of anarchist Omar Aziz, and his impact on self-organization in the Syrian revolution", in *The Anarchist Library*, online : <https://theanarchistlibrary.org/library/leila-al-shami-the-life-and-work-of-anarchist-omar-aziz-and-his-impact-on-self-organization-in>

AL-SHAMI, Leila & KASSAB, Yassin. 2016. *Burning Country. Syrians in Revolution and War*, London: Pluto Press.

BACZKO, Adam, Gilles DORRONSORO, et Arthur QUESNAY. 2013. « 15. Vers un nouvel État syrien ? Les institutions du gouvernorat d'Alep. » François Burgat éd., *Pas de printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*. La Découverte, p.201-209.

BACZKO, Adam, Gilles DORRONSORO, et Arthur QUESNAY. 2016. *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*. CNRS Editions.

BACZKO, Adam, DORRONSORO Gilles. 2017. « Pour une approche sociologique des guerres civiles », *Revue française de science politique*, 67:2, p. 309-327.

BENVENISTI, Meron. 2002. *Sacred Landscape: The Buried History of the Holy Land since 1948*. University of California Press.

BOËX, Cécile, DEVICTOR Agnès. 2021. *Syrie, une nouvelle ère des images. De la révolte au conflit transnational*. Paris : CNRS éditions, .

BOËX, Cécile. 2013. « La grammaire iconographique de la révolte en Syrie : Usages, techniques et supports », *Cultures & Conflits*, vol. 91-92, no. 3-4, p. 65-80.

BOISSIERE, Thierry. 2015. L'anthropologie face au conflit syrien : replacer la société au cœur de l'analyse. *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, p. 117-130.

BOISSIERE, Thierry et TOHME TABET, Annie. 2018. « Une économie de la survie au plus près de la guerre. Stratégies quotidiennes des réfugiés syriens à Nabaa », *Critique internationale*, vol. 80, no 3, p. 89-109.

BOISSIERE, Thierry, et RUIZ DE ELVIRA, Laura. 2018. « Entre violence, incertitude et routinisation : réinventer les pratiques économiques quotidiennes en situations de guerre », *Critique internationale*, vol. 80, no. 3, p. 9-22

BOZARSLAN, Hamit. 2015. « Quand la violence domine tout mais ne tranche rien. Réflexions sur la violence, la cruauté et la Cité », *Rue Descartes*, 2015/2-3 (N° 85-86), p. 19-35.

BURGAT, François & PAOLI, Bruno (éd.). 2013. *Pas de printemps pour la Syrie: les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*. Paris : la Découverte.

BURGAT, François. 2013. “La stratégie al-Assad: diviser pour survivre” in BURGAT François & Bruno PAOLI (éd.) (2013) *Pas de printemps pour la Syrie: les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris : la Découverte, p. 19-32.

CARPI, Estella. 2020. “The Borderwork of Humanitarianism during Displacement from War-Torn Syria. Livelihoods as Identity Politics in Northern Lebanon and Southeast Turkey”, in Z. BABAR (Ed.), *Mobility and Forced Displacement in the Middle East*, London, Hurst Publishers, p. 33-53.

CLERC, Valerie. 2014. “Informal Settlements in the Syrian Conflict: Urban Planning as a Weapon”. *Built Environment* 40, no. 1: 34–51.

COQUIO, Catherine, HUBRECHT, Joël, MARDAM BEY, Farouk et MANSOUR, Naïla. 2022. *Syrie, le pays brûlé (1970-2021). Le livre noir des Assad*. Paris: éditions du Seuil.

DAHER, Joseph. 2019. “The dynamics and evolution of UAE-Syria relations : between expectations and obstacles”, EUI RSCAS, Middle East Directions (MED), *Wartime and Post-Conflict in Syria*, on line : <http://hdl.handle.net/1814/64727>

DEBOS, Marielle. 2013. *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*. Paris, Karthala.

DORAÏ, Kamel & LAGARDE, David. 2017. « De la campagne syrienne aux villes jordaniennes. Un réseau marchand transfrontalier à l'épreuve du conflit syrien », *Espace populations sociétés*, on line : <http://eps.revues.org/7212>

DUBOIS, Simon. 2018. « Négocier son identité artistique dans l'exil. Les recompositions d'un paysage créatif syrien à Berlin », *Migrations Société*, vol. 174, no. 4, p. 45-57.

EL BUNNI, Anwar. 2020. "Breaking the ground: transitional justice in Syria", Brooking, on line : <https://www.brookings.edu/opinions/breaking-new-ground-transitional-justice-in-syria/>

EL CHAZLI, Youssef. 2020. « Révolutions (sociologie des) », in Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux. 2e édition mise à jour et augmentée*. Presses de Sciences Po : Paris, p. 521-527.

ENG, Brent, MARTINEZ, Jose Ciro. 2014. "Starvation, Submission and Survival," *Middle East Report 273* (Winter 2014). *Middle East Research and Information Project* (MERIP) report.

EYLAF, Badr Eddin. 2018. *When They Cried "Forever" : The Language of the Syrian Revolution. Arabic*. Damascus : Mamduh Idwan Publishing House.

EZZI, Mazen. 2020. "Sweida Protests: The Start of a New Syrian Revolution?", in *Wartime and Post-Conflict in Syria*, on line : <https://blogs.eui.eu/medirections/sweida-protests-start-new-syrian-revolution/>

FAVIER, Agnès. 2016. "Local Governance in Opposition-Controlled Areas in Syrie", in Narbone, Luigi; Favier Agnès, Collombier Virginie (dir.) *Inside wars : local dynamics of conflicts in Syria and Libya*, Cadmus EUI, on line : <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/41644>

FIDDIAN-QASMIYEH, Elena. 2015. Refugees helping refugees: how a Palestinian refugee camp in Lebanon is welcoming Syrians", *The Conversation*, 4 November.

FILIU, Jean-Pierre. 2013. *Je vous écris d'Alep. Au cœur de la Syrie en révolution*, Paris: Denoël.

FOURN, Léo. 2018. "De la révolution au travail humanitaire. Reconversions de militants syriens exilés au Liban", *Revue internationale de politique comparée*, 25:1-2, p. 63-81.

FOURN, Léo. 2018. "L'installation des réfugiés syriens en Europe face au recul de l'hospitalité", *Migrations Société*, 174: 4, 2018, p. 17-31.

GAYER, Laurent. 2018. "La « normalité de l'anormal » : recomposer le quotidien en situation de guerre civile", *Critique internationale*, 80: 3, p. 181-190.

HATATET, Sinan. 2021. *To Stay or to leave ? The Dilemma for Independant Syrian Businessmen*, *Wartime and Post Conflict in Syria Project*, Policy Brief,, 55, EUI Robert Schuman Centre.

HEYDEMANN, Steven. 2018. *Beyond Fragility: Syria and the Challenges of Reconstruction in Fierce States*, Foreign Policy at Brookings, Washington, on line : <https://www.brookings.edu/research/beyond-fragility-syria-and-the-challenges-of-reconstruction-in-fierce-states/>

KODMANI, Hala. 2017. *Seule dans Raqqa*, Paris: Equateurs.

LINHARDT, Dominique, Moreau de Bellaing, Cédric. 2013. "Ni guerre, ni paix. Dislocations de l'ordre politique et décantonnements de la guerre", *Politix*, 104:4, p. 7-23.

MAJED, Ziad. 2014. *Syrie, la révolution orpheline*. Paris: Actes sud. Matarmawi, Tarek. (2017) “Démocratie rebelle. L’invention des Conseils locaux pendant la révolution syrienne”, *Vacarme*, 79: 2, p. 48-55.

MBEMBE, Achille. 2000. *De la postcolonie. Essai sur l’imagination politique dans l’Afrique contemporaine*. Paris: Karthala.

MERMIER, Franck (dir.). 2018. *Écrits libres de Syrie. De la révolution à la guerre*, Paris: Classiques Garnier.

MONSUTTI, Alessandro. 2004. *Guerres et migrations : réseaux sociaux et stratégies économiques des Hazaras d’Afghanistan*. Paris: Maison des sciences de l’homme (Recherches et travaux 17).

NAPOLITANO, Valentina. 2012. “La mobilisation des réfugiés palestiniens dans le sillage de la «révolution» syrienne : s’engager sous contrainte”, *Cultures et Conflits*, 87, p. 119-137.

NAPOLITANO, Valentina. 2015. “Palestinian civil organizations in the Syrian uprising. Militant conversion and forms of self-management in crisis time”, *al-Majdal*, 57 p. 11-16.

NAPOLITANO, Valentina. 2021. “Donner sens et cohérence à la désertion en contexte de guerre : les émotions d’ex-militaires syriens”, *Critique Internationale*, 91:2, p. 67-87.

OCHA. 2022. *Humanitarian Needs Overview: Syrian Arab Republic, February 2022*; <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/2022-humanitarian-needs-overview-syrian-arab-republic-february-2022>

OCHA. 2023. *North-West Syria: Situation Report*, 3 novembre 2023, on line :<https://reports.unocha.org/en/country/syria/>

PICARD, Elizabeth. 2018. “Quand la guerre et l’exil transforment les militants et questionnent la sociologie des réseaux – Postface”, *Revue internationale de politique comparée*, 25:1-2, p. 189-199.

PIERRET, Thomas. 2012. “La révolution syrienne : morphologie d’une militarisation”, *Les Cahiers de l’Orient*, 107:3, p. 75-82.

PIERRET, Thomas. 2017. “States Sponsors and the Syrian Insurgency: The Limits of Foreign Influence”, in Narbone, Luigi; Favier, Agnès & Collombier, Virginie (dir.) *Inside Wars. Local*

*Dynamics of Conflicts in Syria and Libya*, European University Institute, on line : <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/41644>

QUESNAY Arthur & ROUSSEL Cyril. 2013. “Avec qui se battre ? Le dilemme de la communauté kurde”, in Burgat François & Bruno Paoli (dir.) *Pas de printemps pour la Syrie: les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*. Paris: la Découverte, p. 144-157.

REACH. 2019. *Syrian Cities Damage Atlas. Eight Year Anniversary of the Syrian Civil War. Thematic assessment of satellite identified damage*, on line : <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/syrian-cities-damage-atlas-eight-year-anniversary-syrian-civil-war>

REY, Matthieu. 2013. “La révolte des quartiers : territorialisation plutôt que professionnalisation”, in BURGAT François & Bruno PAOLI (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris : La Découverte, p. 84-91.

RICHARDS, Paul. 2004. “New War: an ethnographic approach”, in Paul Richards (dir.) *No peace, no war: an anthropology of contemporary armed conflicts*, Oxford: James Currey.

RUIZ DE ELVIRA, Laura. 2010. “L'État syrien de Bashar al-Assad à l'épreuve des ONG”, *Maghreb - Machrek*, 203 :1, p. 41-57.

RUIZ DE ELVIRA, Laura. 2019. “From local revolutionary action to exiled humanitarian work: activism in local social networks and communities’ formation in the Syrian post-2011 context”, *Social Movement Studies*, 18:1, p.36-55.

SACD Syrian Association for Citizens’ Dignity. 2020. “Reconciliation agreement” in Daraa: Insecurity, continued repression and collective punishment”, SACD Briefings and Analysis, on line : <https://syacd.org/reconciliation-agreement-in-daraa-insecurity-continued-repression-and-collective-punishment/>

SAID, Salam & YAZIGI, Jihad. 2018. “The Reconstruction of Syria Socially Just Re-integration and Peace Building or Regime Re-consolidation?”, International Policy Analysis, Friedrich Ebert Stiftung, on line : <https://library.fes.de/pdf-files/iez/14939.pdf>

TROMBETTA, Lorenzo. 2018. “‘Violence bends but does not break’: narratives of activism and militancy in post-2011 Syria”, *Revue internationale de politique comparée*, 25:1-2, p. 129-145.

TROMBETTA, Lorenzo. 2019. *Negoziazione e potere in Medioriente. Alle radici dei conflitti in Siria e dintorni*. Roma: Mondadori Università.

UNHCR. 2022. *Seventh Regional Survey on Syrian Refugees’ Perceptions & Intentions on Return to Syria*, on line : [https://www.3rpsyriacrisis.org/wp-content/uploads/2022/06/RPIS\\_2022.pdf](https://www.3rpsyriacrisis.org/wp-content/uploads/2022/06/RPIS_2022.pdf)

UNHCR 2023. *Syria Regional Refugee Response*, 30 novembre 2023, on line : <https://data.unhcr.org/en/situations/syria>

VIGNAL, Leïla. 2021. *War-Torn: The Unmaking of Syria, 2011–2021*. London: C Hurst & Co Publishers.

VIGNAL, Leïla. 2018. “Produire, consommer, vivre : les pratiques économiques du quotidien dans la Syrie en guerre (2011-2018)”, *Critique internationale*, 80: 3, p. 45-65.

VIGNAL, Leïla. 2016. “Syrie : la stratégie de la destruction”, *La Vie des idées*, on line : <http://www.laviedesidees.fr/Syrie-la-strategie-de-la-destruction.html>

VLASSENROOT, Koen, RAEYMAEKERS Timothy. 2004. *Conflict and social transformation in eastern DR Congo*, Gent: Academia press.

YASSIN, Nasser. 2019. “101 Facts & Figures on the Syrian Refugee Crisis”, *Issam Fares Institute for Public Policy and International Affairs at the American University of Beirut*, on line : [https://www.aub.edu.lb/ifi/Documents/publications/books/2018-2019/20190701\\_101\\_fact\\_book\\_vol\\_2.pdf](https://www.aub.edu.lb/ifi/Documents/publications/books/2018-2019/20190701_101_fact_book_vol_2.pdf)

YAZBEK, Samar. 2012. *Feux croisés, journal de la révolution syrienne*. Paris : Buchet/Chastel.

YAZBEK, Samar. 2019. *Dix-neuf femmes, les Syriennes racontent*. Paris: Stock.

YAZIGI, Jihad. 2017. “Syria’s Implosion: Political and Economic Impacts”, in Narbone, Luigi; Favier, Agnès & Collobier, Virginie (dir.) *Inside Wars. Local Dynamics of Conflicts in Syria and Libya*, European University Institute, on line : <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/41644>

ZBEYDI, Dina. 2020. « Marriage, Displacement and Refugee Futures », *Etnofoor*, 32:1, p. 61-76.

ZUNTZ, Ann-Christin. 2021. “Refugees’ transnational livelihoods and remittances: Syrian mobilities in the Middle East before and after 2011.” *Journal of Refugee Studies*, 34:2, p. 1400–1422.



